

DÉBAT

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Mesdames et messieurs, nous allons prendre deux ou trois questions avant de conclure cette magnifique soirée. C'était vraiment un exposé extrêmement intéressant, comme une sorte d'histoire en raccourci du monde énergétique. Moi, je voudrais te poser une question, personnellement, et revenir sur le prix du pétrole. Comment expliquer le côté systématique des erreurs commises par des gens qui ont pour métier, souvent des gens de très haut niveau intellectuel, très équipés, de faire justement des prévisions ? Par exemple, en l'an 2000, à la première élection de Poutine, le prix du pétrole était un peu en dessous de quinze dollars. Et à ce moment-là, tout le monde expliquait, à juste titre d'ailleurs, que si le prix du pétrole restait durablement en dessous de quinze dollars, la Russie ne pouvait pas boucler son budget.

Et puis, on ajoutait : « le prix va rester durablement en dessous de quinze dollars ». Tout ça a été démenti très rapidement. Ensuite, il y a quelques mois seulement, c'était le contraire. C'est-à-dire que tout le monde expliquait – quand je dis « tout le monde », c'est une façon de parler – que le prix du pétrole ne pouvait pas descendre en dessous de 100 dollars. Et puis, on avait tous les augures qui expliquaient ça. Moi, ma question c'est : comment expliques-tu le caractère aussi récurrent, aussi systématique de ces erreurs ? Par des gens qui sont toujours bien payés, d'ailleurs ?

Patrick POUYANNÉ, directeur général et président du comité exécutif, Total

Des gens bien payés, et des gens intelligents aussi. Pour moi, il y a deux erreurs que nous faisons en permanence, la première erreur, c'est que nous faisons de la prévision en fonction de nos connaissances de l'instant et de ce que nous savons. Et nous oublions tout le temps qu'il y a une dynamique. La dynamique n'est pas introduite dans nos prévisions. Par exemple, je vais vous dire ce que j'ai vécu dans le Comité exécutif de Total, tout le monde avait vu qu'il y avait du gaz de schiste et du pétrole de schiste américains. Ce n'est pas compliqué. Je me rappelle qu'en janvier 2013, sur les marchés, le prix du pétrole a commencé à baisser et a atteint 85 dollars.

Tous les six mois, nous réunissions le Comité exécutif et ce jour-là, comme nous étions au pic de nos investissements, on était à 28 milliards de dollars, on a passé deux jours à se dire : « qu'est-ce qu'on va faire si le prix tombe ? » On n'avait pas la réponse. Moi, je me rappelle avoir dit en conclusion : « on va aller prier à l'église tous ensemble parce que ça va être difficile ». Et puis, en février 2013, le prix est remonté, il est repassé à 100 et on est même allé plus tard à 140. Six mois après, le même Comité exécutif se réunit, en juillet 2013, nous ne parlons pas pendant deux jours du prix du pétrole. Et un de mes collègues dit : « c'est bizarre, on n'a pas parlé de prix ». Vous voyez la capacité d'oubli de gens *a priori* responsables, mais qui, finalement étant dans un monde où ils ont pris des choix, des options, ils préfèrent vivre dans ce monde-là que de poser des questions trop compliquées.

Mais c'est vrai que personne n'avait vu, alors que fondamentalement ce que je viens de dire est vrai : le pétrole de schiste montait, la vague de pétrole de schiste arrivait. N'importe qui qui lisait les chiffres, pouvait deviner ce qui allait se passer. Simplement, il y avait la géopolitique, parce que je vous rappelle que le prix est monté, après l'incident de Kobané, en juin 2014, on est allé à 140 dollars du baril. Donc il y avait une théorie qui s'était installée dans le marché et dans nos esprits : le prix du baril ne répondait pas à l'offre et à la demande, mais il dépendait de géopolitique.

Le problème, c'est qu'à un moment, ça a explosé parce qu'il y en a eu trop d'offre de pétrole. Il y en a eu trop et le marché s'est rendu compte que ce n'était plus possible, les stocks montaient, montaient. Et à un moment, l'offre et la demande ont redominé la logique qui fixe le prix. Donc, l'esprit humain n'a pas envie de voir les problèmes de demain matin, ça, c'est de la psychologie.

Et deuxièmement, nous avons largement sous-estimé nous, producteur pétrolier, l'impact qu'un prix haut avait sur la demande, moins de demande et ouverture des énergies alternatives, etc. Donc on n'a pas vu. Exactement comme ce que j'ai rappelé qu'il s'est passé dans les années 80 où les 40 dollars du baril avaient cassé la demande. Finalement, ça veut dire que l'histoire se répète, elle se répétera demain, j'en suis convaincu. La question c'est : quand. Et ça, je suis incapable de le dire.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Et l'existence des *futures markets*, est-ce que ça peut jouer un rôle ?

Patrick POUYANNÉ, directeur général et président du comité exécutif, Total

Vous savez, les *futures markets*, ils sont « futures » à un an. La courbe *forward* du pétrole, elle baisse tous les jours et elle monte tous les jours, comme le prix du pétrole. Je pense que l'influence des marchés futures est du deuxième ou du troisième ordre. Le premier ordre il est : offre/demande. Trop d'offre, pas assez de demande.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Je vais prendre deux questions françaises qui sont là et ensuite, je ne prendrai plus de questions françaises. Dominique Moïsi et Renaud Girard qui sont voisins. Renaud Girard qui a l'habitude de prendre le pouvoir s'empare du micro en premier !

Renaud GIRARD, grand reporter au journal *Le Figaro* et éditorialiste à *Questions Internationales*

Deux questions de détail. En Russie, quels impacts ont eu les sanctions sur l'exploitation en Sibérie et vos accords ? Je crois que vous êtes à 25 % avec les Norvégiens et 50 % pour les producteurs russes. Et la deuxième question : est-ce que vous pouvez nous parler de la géopolitique du gaz entre le Qatar et l'Iran ? Est-ce que le Qatar a beaucoup puisé dans les champs de l'Iran ? Est-ce que l'Iran va avoir envie de prendre sa revanche ou en fait, il va y avoir un deal et tout se passe bien ?

Patrick POUYANNÉ, directeur général et président du comité exécutif, Total

La deuxième question mérite un peu d'histoire. En fait, jusqu'en 2009, l'Iran produisait plus de gaz que le Qatar. C'est peu connu, mais la production côté iranien était plus importante que la production côté qatarie, jusqu'en 2009. Parce que le champ du côté iranien était développé pour alimenter les marchés domestiques. Depuis 2009, le Qatar surproduit le champ de façon assez massive, mais ça ne fait que depuis cinq ou six ans. Il y a donc aujourd'hui une surproduction côté Qatar, mais ce sujet a toujours fait l'objet d'échanges verbaux, entre Iraniens et Qataris.

Et si vous regardez bien les concessions côté qatarie, il y a une zone de part et d'autre de la frontière qui n'a jamais été réellement exploitée, pour essayer de limiter les transferts. C'est pour ça que nous expliquons d'ailleurs, aux Iraniens et aux Qataris, que c'est mieux que ce soit la même entreprise qui travaille des deux côtés, comme ça, on s'assurera que ce champ est bien géré. Ça fait partie de ce qu'une entreprise pétrolière peut faire, même si la géopolitique n'est pas si simple que ça entre les deux Etats. Mais nous pouvons y arriver.

Pour revenir à la première question qui avait trait à la Russie, en fait, il y a ce qui est autorisé et ce qui n'est pas autorisé. Nous avons en Russie plusieurs projets. Ce qui n'est pas autorisé en Russie, c'est d'utiliser les technologies pour chercher du pétrole non conventionnel, donc nous avons des projets que nous avons abandonnés. Après, nous avons surtout un très grand projet en Russie d'une usine qui fait 27 milliards de dollars. C'est une usine de gaz naturel liquéfié dans la péninsule de Yamal, à six cents kilomètres au nord du cercle arctique. Et là, nous y sommes avec les Russes et les Chinois et nous, Total.

Là, nous avons un vrai impact des sanctions, parce que nous devons financer ces projets sans un seul dollar. Ce qui n'est pas si simple que ça de faire des financements de projets, en impliquant des banques, sans utiliser de dollar. Vous trouvez des banques à Pékin qui ont plein d'euros, vous trouvez des banques à Moscou, mais le rouble est moins sympathique.

Est-ce que les sanctions ont eu un impact sur la production russe ? Pas pour l'instant. D'abord, les Russes sont d'excellents pétroliers. Il ne faut pas l'oublier. La Russie produit 10 millions de barils par jour de pétrole. C'est le troisième producteur. Il y a de très grandes sociétés russes. Et il ne faut pas oublier non plus que le pétrole russe est facile à produire en Sibérie. Ils ne savent pas produire off-shore, mais tout cela est à terre. Ça ne demande pas beaucoup de technologie. Ce que j'ai pu observer en Russie, au cours de la dernière année, c'est un sentiment comme toujours, lorsqu'il y a des sanctions économiques, de nationalisme et de volonté de démontrer qu'ils peuvent s'en sortir par eux-mêmes, en autarcie.

Et les compagnies pétrolières russes ont mis un point d'honneur, à faire en sorte que cette production ne baisse pas. Elle est même un peu remontée, ce qui est assez surprenant. Donc pas d'impact. Et objectivement, compte tenu des technologies et des immenses réserves que j'ai décrites qu'ils ont, ils sont capables de tenir la production à mon avis pendant longtemps. Après, le fait que le prix soit à 40 dollars au lieu de 100, ça, ça a un impact majeur, bien évidemment. Les vraies sanctions contre la Russie, ce ne sont pas les sanctions qu'ont décidées les Etats européens et américain. La vraie sanction contre la Russie, c'est le prix du pétrole. Parce que là, à 40 dollars, c'est absolument massif et ils ont perdu beaucoup de ressources. Ça, c'est la vraie sanction.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Dominique Moïsi.

Dominique MOISI, conseiller spécial, Ifri

D'abord, je voulais vous remercier pour un exposé d'une grande pédagogie et d'une grande richesse. A un moment donné, vous nous avez dit : « il ne faut pas répondre à des défis diplomatiques par des sanctions économiques », c'est à peu près la phrase que vous avez utilisée. Or, il me semble qu'historiquement, s'il n'y avait pas eu l'embargo sur l'Afrique du Sud, on ne sait pas quand l'apartheid aurait pris fin ni à quel moment. Beaucoup plus près de nous, on peut se demander si les sanctions à l'égard de l'Iran, n'ont pas joué un rôle très positif dans la signature de l'accord qui vient d'être signé, il y a quelques mois.

Patrick POUYANNÉ, directeur général et président du comité exécutif, Total

L'Afrique du Sud est peut-être le contre-exemple. Sur l'Iran attendons de voir la suite. Pour l'instant, nul ne sait quelles seront les suites de cet accord. Il a fallu trente ans de sanction pour arriver à l'accord, quand même. D'ailleurs, la moyenne de durée des sanctions, c'est une trentaine d'années, pour ceux qui pensent que tout ça se lève rapidement. Ça a été le cas sur Cuba, ça a été le cas sur l'Iran. Je faisais référence au dossier ukrainien et criméen. Ce que je veux dire c'est que croire qu'on peut régler et mettre autour d'une table de discussion des acteurs, parce qu'on va imposer des sanctions économiques, ça prend énormément de temps. La diplomatie, c'est d'abord pour moi, arriver à convaincre l'autre de trouver un moyen pour pouvoir cohabiter tous ensemble.

C'est ça que l'on veut, ce n'est pas être dans une phase d'opposition. Les sanctions économiques, c'est extrêmement lent et je ne suis pas certain que nous, Européens, ayons envie d'avoir un sujet ukraino-russe qui dure trente ans. Surtout par les temps qui courent. Ça me paraît être plutôt de deuxième ordre, par rapport au premier ordre qui s'appelle Daesh. Je ne vois pas d'ailleurs comment, objectivement, on va faire une coalition avec la Russie en continuant à leur expliquer que l'Ukraine, c'est très mal. J'attends avec intérêt de voir ce que vont faire les diplomates, ça, ce n'est plus mon travail.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

On ne va pas prolonger la discussion, mais sur l'Afrique du Sud, ça se discute, parce que la chute de l'Union soviétique a probablement joué un rôle plus important dans l'immédiat.

Tatsuo MASUDA, professeur invité à la Graduate School of Nagoya University of Commerce and Business

Thank you very much for a wonderfully powerful presentation. Tatsuo Masuda from Japan. I am a professor in Nagoya. I was in Paris on Friday 16 October. I had a wonderful declaration made by 10 upstream oil companies headed by you to input oil and gas climate initiatives into COP21. I wondered why there were no American companies like ExxonMobil and Chevron. Are the upstream oil and gas industries so divided or can you use your charm to persuade the big guys in North America to align with you? Thank you.

Patrick POUYANNÉ, directeur général et président du comité exécutif, Total

That is a good question. The reality is that that initiative was taken in Davos among a club of oil&gas companies where the CEOs of US companies did not participate. I do not know why. Maybe Davos is too expensive for them... We were around a table with our colleagues from Saudi Aramco, Pemex, BP, Shell and some others. We were all convinced that

we need to do something. We cannot continue to be defensive because we are exposed. We have to move, we have to speak up.

Another comment: please note that BP was the first US producer in fact in the US, and Shell is a very large producer, so you have US production involved in our club.

Of course we have dialogue with US companies. But if you see the stance we have taken in the club, we are advocating in particular for gas against coal. In Europe, gas against coal is not a real problem. In the US, the coal industry is more powerful and our American colleagues have an issue with that positioning.

On top of that, you have to appreciate their position in the framework of the US debate, which is not exactly the same as the European debate. European countries have clearly taken the lead. We have some operations in Europe as well, so we are working in a certain framework and it influences our mindsets. Today, in fact, the debate in the US is quite different. The administration is clearly in favour of a climate change agreement. But if you listen to the business communities, in particular the industry, it is not so obvious.

You have also to listen carefully to the public positions taken by US companies. I made recently a speech in London just after the CEO of Exxon, on the same CO2 topic and frankly, there was very little difference between the speech made by my colleague of Exxon and my speech. Individually, as companies, I think we are quite aligned. Then it is a question of do we go together? I strongly believe this was a good initiative because I believe that advocacy is better if we are not alone, but together to show a united front. That is a different approach,

In the club we advocate with our European colleague for CO2 pricing. We think it is a good tool for an efficient fight against climate change. Everybody does not agree, but I think you do not progress if you want everybody to agree. Otherwise it would be the minimum level playing field, and we do not want to be just the minimum. If US companies want to join us, we will be happy to welcome them, but it is up to them to come to us, not up to us to convince them.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Dernière question, Mohamed Laichoubi.

Mohamed LAICHOUBI, ancien ministre du Travail et de la Protection sociale et ministre de la jeunesse et des Sports, Algérie

Bonsoir, Laichoubi, Algérie. D'abord, c'est un exposé extrêmement clair. Et je pense qu'il a eu à redresser beaucoup de logiques ou d'argumentaires que nous avons pu développer ici et là et qui n'étaient pas toujours justifiés, donc je vous en félicite. J'ai trois toutes petites questions, la première, une incompréhension de ma part, vous avez évoqué de façon assez intéressante le fait que si le prix du pétrole a pu notamment s'effondrer, c'est qu'il y a aussi des énergies alternatives. En dehors du gaz de schiste et du pétrole de schiste, le prix des hydrocarbures et autres a pu s'effondrer à cause notamment des énergies alternatives. Mais quelques instants après, vous expliquez que les énergies alternatives pèsent 1 %, alors là, j'avoue que je n'ai pas suivi. C'est donc ma première question.

Ma seconde question : on a parlé de géopolitique, qu'est-ce que la décision politique, qu'est-ce que l'élément économique ? Je cite comme exemple le fait notoirement connu, que l'Arabie Saoudite a décidé de multiplier son offre de façon relativement majeure. Alors évidemment, un certain nombre de questions se posent, est-ce que c'est pour développer sa part de marché ? Mais en fait, par ailleurs, n'est-ce pas là une application géopolitique que vous avez vous-même soulevée ? La réduction des capacités budgétaires d'un certain nombre de pays, dont la Russie. C'était ma deuxième question.

La troisième et toute dernière, vous avez évoqué le Sahel, frontière que nous partageons, je voudrais vous demander si le plateau du Taoudeni recèle réellement un potentiel majeur ? Comme un certain nombre de collaborateurs ont pu l'évoquer et parfois le qualifier d'eldorado ? Je vous remercie.

Patrick POUYANNÉ, directeur général et président du comité exécutif, Total

Les explorateurs sont toujours très forts pour expliquer qu'il y a des eldorados où on ne trouve pas de pétrole ou de gaz. Pour notre part, nous n'avons rien trouvé dans le plateau du Taoudeni en Mauritanie et nous avons arrêté de

chercher. Mais peut-être que nous n'avons pas bien cherché. Vous savez, il faut être très humble quand on fait de l'exploration pétrolière, on peut se tromper. Ce n'est pas parce qu'on a fait un puits au milieu d'un désert qu'on a tout exploré, mais nous ne sommes pas très optimistes.

Sur le point de géopolitique, je vous l'ai dit, le fondamental de la position de l'OPEP en novembre 2014, c'est l'offre et la demande.

Que se passait-il ? Alors que le pétrole de schiste américain continuait à se développer rapidement, les Saoudiens maintenaient leur quota alors qu'ils avaient investi une capacité de production de 13 millions de barils par jour.. Pourquoi l'OPEP ne pouvait pas intervenir en 2014 contrairement à 2008 ?

En 2008, l'OPEP pouvait intervenir car en 2008, le prix du pétrole tombe à 40 dollars, mais c'était une crise de demande uniquement. C'est-à-dire qu'il y a la crise financière, l'économie mondiale qui s'effondre, c'est une crise de demande. Il n'y a pas en 2008 un problème de capacité d'offres. Le cartel de producteurs qu'est l'OPEP peut être efficace. Il réduit sa production, le prix remonte.

En 2014, le cartel de producteurs ne peut pas être efficace car c'est une double crise, de l'offre et de la demande, mais pour ce qui concerne l'offre, la surcapacité ne vient pas de l'OPEP. La capacité additionnelle marginale vient d'un pays extérieur à l'OPEP, en l'occurrence les Etats-Unis. Donc, que peut faire le cartel ? Se couper un doigt supplémentaire ? Voir le prix s'effondrer ?

Donc en fait, ils n'avaient pas de moyen d'intervenir, ils ont décidé de rentrer dans une politique, je dirais, de volumes, de parts de marché. Je ne pense pas que l'Arabie et l'OPEP pensaient que le prix tomberait à 40 dollars. On parlait de 70 ou 75 dollars du baril.

Par contre aujourd'hui, le sujet de géopolitique, il existe. Aujourd'hui, la situation est telle que les Saoudiens vous expliquent que finalement, 40 dollars du baril, ça les touche eux, ce qui est quand même vrai avec un déficit de plus de 100 milliards de dollars en 2015. Mais ça touche aussi les Iraniens de l'autre côté du Golfe, les Russes au nord, voire les producteurs américains. Finalement, vous pouvez remettre une histoire de géopolitique, mais elle est plus valable aujourd'hui qu'hier, qu'à l'origine, c'est ça que je voulais vous dire.

Sur les énergies renouvelables, je me suis peut-être mal exprimé. J'ai exprimé le fait que quand le prix du brut s'est élevé, cela a ouvert des espaces pour développer des technologies et des énergies alternatives comme . J'ai aussi parlé du développement des énergies alternatives, mais qui ont aussi capté beaucoup d'investissements. Alors le 1 %, ce n'est pas beaucoup, mais c'est quand même 1 % en moins. Ça n'a l'air de rien, mais vous savez aujourd'hui, dans les crises du marché pétrolier, on ne parle pas de 10 %. La surcapacité est en fait de 1 ou 2 %. Donc ça fait des équilibres qui bougent.

Maintenant, ce que j'ai dit sur les énergies renouvelables est aussi vrai, ça reste encore une énergie de demain. Pour une raison simple, que j'aurais pu exprimer, c'est qu'on ne peut pas stocker l'électricité. Donc je ne sais pas stocker l'électricité fabriquée le jour. Thierry et moi avons fait les mêmes études, on y apprend que stocker les électrons, c'est impossible, parce que ce sont des machins qui tournent tout le temps. Et donc c'est très compliqué. Et le vrai Graal pour les énergies renouvelables, c'est le stockage de l'énergie. Et c'est ça technologiquement, l'aspect sur lequel il faudra faire des efforts, mais ça va être très compliqué.

Abdulmajeed AL-SHATTI, membre du Conseil suprême du pétrole, Koweït

Thank you very much for your great views on the European market. I am an oil producer.

Patrick POUYANNÉ, directeur général et président du comité exécutif, Total

Good. Excellent. You are welcome.

Abdulmajeed AL-SHATTI, membre du Conseil suprême du pétrole, Koweït

We have something in common. Thank you very much for your great views and I do not think anybody wants to be in your shoes tonight, worrying about the million-dollar question, but I have three simple questions since we are talking about global governance as the theme of the conference. You partially answered the first question about the OPEC



quota system. What do you think of it? Secondly, do you think OPEC is dead? Thirdly, if OPEC is dead, do you think we need another form of OPEC to regulate the oil market? Thank you.

Patrick POUYANNÉ, directeur général et président du comité exécutif, Total

No, I do not think OPEC is dead. Thinking that would be a mistake, because we are in a commodity business where volatility has always been there and will be there tomorrow. Today OPEC is not efficient because the situation is like it is, but tomorrow OPEC will be back. There is something in the industry, which is that people forget. If we do not invest we will lose capacity because you have a natural decline of the oil fields of 6%, 7% a year. I can tell you that this year, almost no new projects have been sanctioned in the oil industry. That means that in four years, there will be a big problem of capacity.

If you do nothing, production declines naturally and we will have a gap. OPEC will be back and one day will be efficient. Today they cannot be efficient, so I think we just have to keep some perspective on that. OPEC has been very efficient from 1998 to 2010, in fact, and quite disciplined. Today what happens is that like my company, I am going to my investors. I am very proud to announce that I have increased my production by 10%. I am very selfish, and where there is over-capacity in the market I am increasing my production. Why? Because the only way to fill part of my 10-billion gap is to produce more. Even at USD 40 per barrel, it makes more money and so all countries have the same selfish reaction, but in fact the day will come. It is just a question of patience again and the fundamentals will come back in that market, maybe sooner rather than later, but we will see. Thank you.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Thank you very much, Patrick.